[Prenom][NOM]
[Adresse1]
[Code Postal] [VILLE]
Tél. : 01.23.45.67.89

[Nom Destinataire]
[Adresse Destinataire]
[Code Postal] [VILLE]
Paris, le 21/11/2026

Objet : Demande de conciliation par une personne qualifiée (dossier MDPH n° [numéro de dossier])

Madame, Monsieur,

Je me permets de vous solliciter au sujet de la décision rendue par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) concernant mon dossier enregistré sous le numéro [numéro de dossier]. Cette décision, que j'ai reçue à la date du [date], ne correspond pas à ma situation telle que je la vis au quotidien, et je souhaite en obtenir un réexamen dans un cadre apaisé.

Comme vous le savez, la Maison départementale des personnes handicapées constitue le guichet unique pour l'ensemble des demandes liées au handicap, qu'il s'agisse de l'AAH, de l'AEEH, de la PCH, de la RQTH, de la carte mobilité inclusion ou d'une orientation. Avant d'engager un recours administratif préalable, la MDPH offre la possibilité de solliciter l'intervention d'une personne qualifiée, chargée de faciliter le dialogue entre l'usager et l'administration.

C'est à ce titre que je sollicite aujourd'hui la désignation d'une personne qualifiée afin d'examiner à nouveau ma situation. Je crois en effet qu'un échange direct permettrait de clarifier certains éléments de mon dossier qui n'ont peut-être pas pu être pleinement pris en compte lors de l'instruction, et d'éviter, si cela est possible, une procédure plus longue.

Mon désaccord porte plus précisément sur [préciser : le taux d'incapacité retenu, le refus de la prestation demandée, la durée d'attribution, l'orientation proposée...]. Les difficultés que je rencontre au quotidien, tant sur le plan [personnel / professionnel / scolaire], me semblent justifier une appréciation différente de celle qui figure dans la notification que j'ai reçue.

Afin de faciliter cet examen, je joins à la présente une copie de la notification contestée, ainsi que les éléments médicaux et justificatifs susceptibles d'éclairer ma demande. Je reste naturellement à votre disposition pour transmettre toute pièce complémentaire et pour convenir d'un rendez-vous, en présence ou à distance, selon vos possibilités.

Je souhaite privilégier cette voie amiable, dans le respect des règles applicables et dans le délai légal, étant précisé que cette démarche ne me prive pas de la faculté de former ultérieurement un recours administratif préalable obligatoire, puis, le cas échéant, de saisir le pôle social du tribunal judiciaire.

Je vous remercie de l'attention que vous voudrez bien porter à ma demande et vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations respectueuses.

[Prenom][NOM]

Signature